

Des personnes d'abord

Je fais un rêve et je rêve du jour où il n'y aura plus de Secrétaire d'Etat, pas même de Ministre, des Personnes Handicapées, mais une volonté générale dans tous les ministères d'oeuvrer à l'égalité des chances pour tous et d'abolir les obstacles qui maintiennent ces populations dans une espèce d'esclavage pervers entre dépendance, soumission et mise à l'écart plus ou moins volontaire.

Dix pour cent de la population en situation de handicap : toute la population de Bruxelles, pour la Belgique, le Benelux à l'échelle de l'Europe. Et pourtant...

On remarque que malgré des avancées substantielles en matière d'accessibilité des organismes et des services publics, il est encore loin le temps où l'accès sera libre, pour ces personnes, à la culture, aux formations et à un enseignement digne, à l'emploi, aux loisirs, aux moyens de transport, à l'ensemble des sites d'intérêt public... De fait, combien de personnes handicapées voyez-vous circuler librement en ville ? Combien accompagnées, en dehors des quatre ou cinq habituelles, rencontrées au hasard des allées ou des caisses des grandes surfaces ? On pourrait se dire que ces personnes, si on ne les voit pas, c'est qu'elles ne veulent se montrer... On pourrait également retourner la question et se demander si ce n'est pas le manque d'adaptation de nos sociétés -des trottoirs aux bus, en passant par les lieux de loisir, etc. - qui scelle leur manque de « visibilité ». Non, nos sociétés ne sont pas encore prêtes à accueillir dignement, je veux dire complètement, naturellement, les personnes porteuses de handicap. Pourtant, la Constitution ne laisse aucun doute quant à l'égalité de tous devant les lois, pas plus que la Charte de l'ONU sur les Droits de l'Homme. Que se passe-t-il ? Car, je veux éviter le poncif qui verrait d'un côté les « gentils » handicapés et de l'autre, les « méchants » valides.

De fait, ces deux franges de la population ne se connaissent pas ; elles se côtoient parfois, se rencontrent de temps en temps, cohabitent lorsqu'une personne proche vit en situation de handicap, mais rarement elles se connaissent. Rarement, l'une ou l'autre ose le pas de la rencontre. Et pour cause, rien de plus difficile que d'aller à la rencontre de l'autre, de cet autre porteur de différences dont on ne veut rien savoir car renvoyant à des peurs et des angoisses inconscientes qu'il est de bon ton de refouler. Si à cela j'ajoute l'idéologie dominante dans nos sociétés qui met en avant la « valeur » des personnes -entendez la « valeur » marchande ou d'échange- leur productivité, une société qui fantasme la jeunesse éternelle et renvoie à la marge, loin, tout ce qui est de l'ordre de la maladie ou de la mort, et nous aurons compris qu'il s'agit bien d'un changement de mentalités auquel nous devons assister. Changement des mentalités général -du côté des valides comme des moins valides- et qui signerait une nouvelle étape du vivre ensemble dans la diversité...

« Vivre ensemble dans la diversité ». Rengaine à la mode, diront certains et ils n'auront pas tout à fait tort. Sauf qu'entendu comme vivre ensemble dans le respect, la dignité et l'égalité, cette phrase ne constitue pas un poncif mais bien une fin que l'on se doit de se fixer comme objectif sur le chemin d'une société plus évoluée, plus moderne, plus riche, plus heureuse. Car qui se soucie de notre bonheur, en dehors des publicités des grandes marques ? Qui ose mettre ce paramètre comme étalon premier de notre être au monde ? Vivre avec un handicap ce n'est pas être handicapé, c'est être au monde d'une certaine manière ; comme le gros, le chauve, le noir, la femme, ne sont pas tout entiers dans cette différence par rapport aux « standards » mais vivent une vie -la leur- en fonction de ce qu'elles sont : des personnes, par ailleurs noires, grosses, de sexe féminin, etc. Des personnes d'abord.

Nous sommes tous des personnes d'abord. Alors, de grâce, cessons ces bondieuseries, ces regards miséricordieux, ces grandes messes médiatiques où l'on se donne bonne conscience, le temps de virer une petite somme d'argent, ces volontariats « sociaux » qui veulent sauver non pas le monde

mais un certain « monde » et agissons tout de suite, ici et maintenant, ensemble, vers une société plus juste, plus rationnelle, plus humaine : une société sans exclusions.

Le problème, pour ce qui est des personnes handicapées, réside en ceci qu'il s'agit d'une problématique transversale (à savoir que l'on peut cumuler les différences et être handicapée, noire, femme et homosexuelle) mais aussi qu'il s'agit d'une problématique qui exige cette même transversalité dans les réponses aux problèmes ponctuels qu'elle soulève et qui engagent -que l'on en soit conscient ou pas- l'ensemble de la société. Comment, en effet, parler de l'emploi des personnes en situation de handicap sans parler des formations, de l'enseignement, des transports, de l'urbanisme, de la mentalité des collègues et de la « nécessité » capitalistique des patrons d'engranger des bénéfices et donc de la plus-value sur l'ensemble des travailleurs ?

Alors, je fais un rêve et je rêve du jour où il n'y aura plus de Secrétaire d'Etat, pas même de Ministre, des Personnes Handicapées, mais une volonté générale dans tous les ministères d'oeuvrer à l'égalité des chances pour tous et d'abolir les obstacles qui maintiennent ces populations dans une espèce d'esclavage pervers entre dépendance, soumission et mise à l'écart plus ou moins volontaire. Je ne sais qui disait que l'on reconnaît le degré de civilisation d'une société à la manière dont celle-ci traite ses minorités. Je sais seulement qu'il avait raison. Comme je ne sais plus si c'est moi qui ai lancé il y a une décennie cette espèce de slogan qui disait que ce qui est bon pour les personnes handicapées, l'est aussi pour l'ensemble des citoyens. Je sais seulement que cela se vérifie chaque jour avec l'amélioration des trottoirs, de l'accès aux bus et aux trains, de l'abord des administrations, etc. Autant de progrès qui améliorent la vie des personnes âgées, des femmes enceintes, des jeunes mamans, des personnes momentanément en perte de mobilité, des ouvriers transportant des charges lourdes, des enfants en bas âge, etc. Claude Lévi-Strauss, dont on vient de fêter le centenaire il y a quelques semaines, lâchait sa phrase, devenue célèbre, lors de son discours à l'ONU en 1947 : « le barbare est d'abord celui qui croit en la barbarie. » Je rêve d'un monde où ce terme n'aura plus lieu d'être. Plus lieu !

José Camarena, Fondateur de l'asbl Handiplus, Traducteur et Psychanalyste.

Texte paru dans le numéro de décembre de la Revue BLE de Bruxelles Laïque